

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE

Société Anonyme au capital de 18 727 232 euros
Siège social : Rue René Rabat – ZI de Jarry 97122 Baie Mahault
341 891 653 R.C.S Pointe à Pitre

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2018.
(En euros)

	31/12/2018	31/12/2017	Annexe
+ Intérêts et produits assimilés	42 269 777,28	41 400 050,33	Ref annexe III-(1)
Intérêts et charges assimilés	-6 869 641,17	-6 982 665,26	Ref annexe III-(1)
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	18 835 633,66	16 284 309,19	
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-16 702 393,11	-14 463 569,52	
+ Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
+ Revenus des titres à revenu variable	164 160,64	741 007,15	Ref annexe III-(2)
+ Commissions (produits)	163 429,72	171 277,22	Ref annexe III-(3)
Commissions (charges)	-437 482,11	-390 760,80	Ref annexe III-(3)
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	17 133 427,34	15 192 656,10	Ref annexe III-(4)
Autres charges d'exploitation bancaire			
= Produit net bancaire	54 556 912,25	51 952 304,41	
Charges générales d'exploitation	-22 220 624,92	-20 590 461,14	Ref annexe III-(5)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-339 020,30	-366 047,54	
= Résultat brut d'exploitation	31 997 267,03	30 995 795,73	
Coût du risque	-7 322 353,57	-8 441 250,44	Ref annexe III-(6)
= Résultat d'exploitation	24 674 913,46	22 554 545,29	
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
= Résultat courant avant impôt	24 674 913,46	22 554 545,29	
+/- Résultat exceptionnel	-344 811,69	-135 858,01	
Impôt sur les bénéfices	-8 140 600,00	-7 701 985,19	Ref annexe III-(7)
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		86 039,41	
= Résultat net	16 189 501,77	14 802 741,50	

II. — Bilan au 31 décembre 2018.

Actif	31/12/2018	31/12/2017	Annexe
Caisse, banque centrale, CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	121 980 340,39	92 503 327,01	Ref annexe II-(1)
Créances sur la clientèle	668 211 030,05	603 745 029,61	Ref annexe II-(2)
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	3 572 423,56	3 572 423,56	Ref annexe II-(14)
Crédit-bail et location avec option d'achat	40 868 389,74	36 721 416,04	Ref annexe II-(4)
Location simple			
Immobilisations incorporelles	515 882,30	554 638,70	Ref annexe II-(5)
Immobilisations corporelles	474 598,48	436 550,57	Ref annexe II-(5)
Capital souscrit non verse			
Actions propres			
Autres actifs	515 937,40	3 552 869,36	Ref annexe II-(6)
Comptes de régularisation	14 565 695,26	13 647 083,16	Ref annexe II-(7)
Total de l'actif	850 704 297,18	754 733 338,01	

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements reçus	0	0
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
Engagement sur titres		

Passif	31/12/2018	31/12/2017	Annexe
Banque centrale, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	776 980 257,11	689 159 748,12	Ref annexe II-(1)
Operations avec la clientèle	2 633 970,23	1 816 936,43	
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	11 733 603,58	10 723 579,55	Ref annexe II-(8)
Comptes de régularisation	3 397 837,03	3 552 567,27	Ref annexe II-(9)
Provisions pour risques et charges	1 635 412,17	1 514 994,55	Ref annexe II-(11)
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG	54 323 217,06	47 965 512,09	Ref annexe II-(12)
Capital souscrit	18 727 232,00	18 727 232,00	
Primes d'émission	10 910 294,45	10 910 294,45	
Réserves	1 894 919,52	1 894 919,52	
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées. Subventions d'investissement			Ref annexe II-(13)
Report à nouveau (+/-)	6 601 269,32	1 630 324,62	
Résultat de l'exercice (+/-)	16 189 501,77	14 802 741,50	
Total du passif	850 704 297,18	754 733 338,01	

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement		
Engagement donné pour les garanties d'ordre de la clientèle	53 663 741,92	46 193 791,58
Engagement de garantie		
Garanties d'ordre de la clientèle	8 885,00	8 885,00
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	15 201,57	15 201,57
Engagement sur titres		

III. — Annexe.

1. – Principes et méthodes comptables.

Les comptes de Crédit Moderne Antilles Guyane présentés ci-après arrêtés au 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux principes comptables généraux du n°91-01 du CRBF applicables en France aux établissements de crédit.

L'exercice social de la SA CMAG commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

1). Operations avec la clientèle. — Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application au règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

Les **encours restructurés** sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés qui constituent une sous-catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.

Les **encours douteux** qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits dont le montant impayé dépasse deux échéances ou qui comportent une échéance de plus de deux mois de retard ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement ou suite à l'identification d'un risque avéré de type redressement judiciaire. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.

Les encours **douteux compromis** qui constituent une sous-catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

La provision pour décote des créances restructurées est également comptabilisée en coût du risque.

La reprise de l'effet d'actualisation figure au même titre que les intérêts en Produit Net Bancaire.

Dans le cadre de l'implémentation d'IFRS 9 pour les besoins des comptes consolidés du groupe, un nouveau processus de calcul des provisions a été mis en place avec l'implémentation d'un nouvel outil de calcul des provisions. Cet outil sert également à calculer les provisions pour les comptes sociaux de la société.

2). Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celle-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

3). Titres de participation. — Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition.

Les participations détenues dans les sociétés financières pour plus de 10% du capital sont évaluées à la quote-part de l'actif net correspondant aux droits sociaux détenus.

Une dépréciation est constituée dès lors que le coût d'acquisition est supérieur à la valeur visée ci-dessus pour la catégorie du titre concerné.

4). Crédit-bail. — Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

La durée d'amortissement pratiquée sur les principales catégories de matériels financés est de 4 ans.

L'encours douteux des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et des loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

CMAG suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-7 et 313-1 du code monétaire et financier.

5). Immobilisations. — Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués suivant le système linéaire et selon les durées d'utilisation inscrites ci-dessous.

- Logiciel acquis	1 à 3 ans
- Immeubles	20 ans
- Agencements, installations	5 à 8 ans
- Véhicules	4 ans
- Matériels de bureaux et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	8ans

6). Créances et dettes envers les établissements de crédits. — Les créances et dettes envers les établissements de crédits sont présentées à leur valeur nominal, selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme.

Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

7). Impôts sur les sociétés. — En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3% qui a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2000.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, le Crédit Moderne Antilles Guyane comptabilise un impôt différé.

Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

8). Provisions pour retraites. — Les engagements de retraite et assimilés sont évalués suivant des hypothèses actuarielles et sont provisionnés dans les comptes au titre du personnel en activité susceptible d'en bénéficier.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le CMAG a appliqué de manière anticipée les dispositions de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 07 novembre 2013 relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et assimilés qui permettent de se rapprocher en partie des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par la Commission européenne en juin 2012. Ainsi, la méthodologie du « corridor » est abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

2. – Informations sur les comptes du bilan.

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires :

— Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2018	2017
Comptes ordinaires	89 794 270	60 426 139
Comptes et prêts	31 860 000	31 860 000
Créances rattachées	326 070	217 188
Total	121 980 340	92 503 327

L'ensemble des comptes ordinaires et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des comptes et prêts au 31 décembre 2018 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
31 860 000		6 860 000	25 000 000	

— Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2018	2017
Comptes ordinaires	91 866	
Emprunts	775 440 000	688 300 000
Dettes rattachées	1 448 391	859 748
Total	776 980 257	689 159 748

L'ensemble des comptes ordinaires et des dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des emprunts au 31 décembre 2018 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
775 440 000	101 510 000	170 470 000	484 990 000	18 470 000

— Remboursements et nouveaux emprunts contractés sur l'exercice :

Emprunts	2018	2017
Remboursements	652 325 071	294 330 000
Nouveaux emprunts	739 465 071	390 010 000

2). Informations relatives aux opérations avec la clientèle :

Actif	2018	2017
Encours sains	652 455 058	588 831 082
Encours sains restructurés		168 849
Commissions assimilables à des intérêts	3 037 200	2 907 942
Total encours sains	655 492 257	591 907 873
Valeurs non imputées		
Encours douteux	9 728 605	7 250 641
Encours douteux compromis	33 058 427	34 016 739
Total encours douteux	42 787 032	41 267 379
Provisions	-32 238 598	-31 267 397
Encours douteux net	10 548 434	9 999 982
Créances rattachées	2 170 339	2 006 023
Total	668 211 030	603 913 878

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2018 (durées restant à courir, hors créances rattachées, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
655 492 257	60 110 735	133 673 226	416 884 482	44 823 814

3). Dépréciation sur créances clients :

	2017	Dotations	Reprises	2018
Provisions	31 267 397	5 654 343	4 683 142	32 238 598

4). Crédit-bail et location avec option d'achat :

Crédit-bail et LOA	Valeur nette au 31/12/2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Valeur nette au 31/12/2018
Valeur brute	68 445 327	20 765 793	-12 991 313	76 219 808
Amortissements	-32 917 493	-14 705 805	10 841 760	-36 781 538
Valeur nette comptable	35 527 834	6 059 988	-2 149 553	39 438 269
Créances rattachées	100 246		-33 402	66 843
Créances douteuses	3 988 816	84 801		4 073 616
Dépréciations pour créances douteuses	-2 786 512	-619 907	951 918	-2 454 501
Dépréciations des immobilisations ITNL	-108 967	-429 573	282 702	-255 838
Total	36 721 416	5 095 309	-948 335	40 868 390

5). Immobilisations corporelles et incorporelles :

Immobilisations	2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	2018
Corporelles				
Valeur brute	6 441 733	157 329	-3 628	6 595 434
Amortissement	-6 005 182	-115 653		-6 120 836
Valeur nette	436 551	41 676	-3 628	474 598
Incorporelles				
Immobilisations en cours	0	21 366		21 366
Valeur brute	2 315 983	163 245		2 479 227
Amortissement	-1 761 344	-223 367		-1 984 711
Valeur nette	554 639	-38 756		515 882

6). Autres actifs :

Autres actifs	2018	2017
Dépôts et cautionnements	25 895	25 895
Personnel et organismes sociaux	-106 610	62 390
Etats impôts sur les bénéfices		2 866 297
TVA sur facture à recevoir	47 304	91 156
Avances permanentes	355 376	317 845
Compte courant Neuilly Contentieux	189 460	184 608
Débiteurs divers	4 513	4 679
Total	515 937	3 552 869

7). Comptes de régularisation - actif :

Comptes de régularisation - actif	2 018	2 017
Divers produits à recevoir	13 272 057	11 870 939
Autres comptes de régularisations	1 293 638	1 776 144
Total	14 565 695	13 647 083

Les divers produits à recevoir sont constitués des produits d'assurance et de la quote-part de résultat sur la société en participation avec la SA CAFINEO.

Les autres comptes de régularisations sont principalement constitués du solde des impôts différés actifs d'un montant de 1 009 000 euros.

8). Autres passifs :

Autres passifs	2018	2017
Fournisseurs et comptes rattachés	5 473 548	5 385 189
Dépôts de garantie crédit-bail	120 599	144 640
Personnel et dettes rattachées	3 512 391	3 828 466
Etat impôts et taxes organismes sociaux	1 973 676	353 939
Créditeurs divers	653 390	1 011 346
Total	11 733 604	10 723 580

9). Compte de régularisation - passif :

Comptes de régularisation - passif	2018	2017
Produits/Charges constatés d'avance	975 950	1 708 007
Charges à payer	2 318 954	1 761 509
Autres comptes de régularisation	102 933	83 051
Total	3 397 837	3 552 567

10). Réserve latente et résultat financier :

Résultat financier	2 018	2 017
Encours financier	43 370 024	38 002 602
VNC des immobilisations louées	40 005 816	35 527 834
Ecart créances rattachées/compte de régularisation financier	216 438	114 984
Réserve latente brute	3 580 646	2 359 784
Impôts différés sur la réserve latente	-985 875	-666 875
Réserve latente nette exercice N	2 594 772	1 692 909
Réserve latente nette exercice N-1	1 692 909	1 281 075
Variation de réserve latente	901 863	411 834
Résultat net social	16 189 502	14 802 742
Résultat net financier	17 091 365	15 214 576

11). Provision pour risques et charges :

Provisions pour risques et charges	2017	Dotation	Reprise	2 018
Provisions pour charges de retraite	928 496	161 839	62 804	1 027 531
Provisions pour suspens	83 000	92 000	83 000	92 000
Provision pour URSSAF	149 000			149 000
Provision pour pénalité	50 000			50 000
Provision pour litige	304 498	316 881	304 499	316 881
Autres provisions pour risques et charges	586 498	408 881	387 499	607 881
Total	1 514 994	570 720	450 303	1 635 412

12) Evolution des capitaux propres (hors provisions réglementées) :

Capitaux propres	2017	Affectation du résultat	Distribution	Autres mouvements	Résultat	2018
Capital	18 727 232					18 727 232
Réserve légale	1 872 723					1 872 723
Autres réserves	22 196					22 196
Primes d'émission	10 910 294					10 910 294
Report à nouveau	1 630 325	4 970 945				6 601 269
Résultat	14 802 742	-14 802 742			16 189 502	16 189 502
Dividendes			9 831 797			
Total	47 965 512	-9 831 797	9 831 797	0	16 189 502	54 323 217

Le capital social est composé de 1.170.452 actions ordinaires de 16 euros nominal. Le résultat de l'exercice 2018 de CMAG est de 16 189 501.77 euros.

13). Evolution des provisions réglementées. — Il n'y a pas de nouvelle provision pour investissement sur l'exercice 2018.**14). Evolution des titres de participations :**

Détail des titres de participation	2017	Acquisition	Cession	2018
CMA LEASE	152 358			152 358
CAFINEO	3 420 000			3 420 000
BANCO BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE S.A 13660	30			30
COFICA BAIL 13673	35			35
TEB TUKETICI FINANSMAN A.S. 43213	1			1
Total	3 572 424	0	0	3 572 424

15). Note sur le hors bilan. — Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement aux engagements de financement de l'activité prêts personnels.

3. – Informations sur le compte de résultat.**1). Charges et produits d'exploitation bancaire :**

Produits d'exploitation bancaire. — Les intérêts et produits assimilés se décomposent comme suit :

Intérêts et produits assimilés	2018	2017
Opérations avec les établissements de crédit	557 941	434 185
Opérations avec la clientèle	41 711 837	40 965 865
Total	42 269 777	41 400 050

— **Charges d'exploitation bancaire** : Les intérêts versés sont relatifs à des opérations effectuées avec des banques.

2). Revenus des titres à revenu variable :

Revenu des titres à revenu variable	2018	2017
Dividendes CAFINEO SA	164 160	741 000
Dividendes LEVAL 3	1	7
Total	164 161	741 007

Le CMAG détient 41.23% des actions de la SA CAFINEO société gérante de la société en participation avec CAFINEO.

3). Commissions :

Commissions produits	2018	2017
Commissions	163 430	171 277

Ces revenus sont constitués principalement des commissions interbancaires sur les retraits DAB et indemnités de report.

Commissions charges	2018	2017
Commissions	437 482	390 761

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques.

4). Autres produits d'exploitation bancaire. — Sont notamment enregistrées dans ce poste :

- Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurances.
- Les quotes-parts de résultats de sociétés en participation.

Le CMAG s'est associé avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation. A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés au bilan d'un autre associé de la société en participation ayant le statut d'établissement financier et détenue conjointement par CMAG et son partenaire.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire ".

Autres produits d'exploitation bancaire	2018	2017
Commissions d'assurance	11 776 607	10 357 150
Quote-part de résultat de la SEP avec CAFINEO	5 356 821	4 835 506
Total	17 133 427	15 192 656

5). Charges générales d'exploitation :

Charges générales d'exploitation	2018	2017
Salaires et traitements	8 358 262	8 255 942
Charges sociales	3 716 366	3 870 784
Intéressement et participation	1 114 679	1 095 757
Impôts, taxes assimilées sur rémunérations	445 966	476 522
Charges de personnel	13 635 273	13 699 005
Impôts et taxes	746 541	780 577
Locations	754 405	660 387
Rémunération d'intermédiaires		
Services extérieurs fournis par sociétés groupe	2 352 976	1 406 800
Transport et déplacements	330 788	230 207
Autres services extérieurs	4 280 223	3 959 289
Services extérieurs	7 718 393	6 256 683
Dotations/reprises de provisions	120 418	-145 804
Total	22 220 625	20 590 461

6). Coût du risque :

Coût du risque	2018	2017
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-7 868 823	-20 878 658
Pertes sur créances irrécupérables	-7 945 856	-8 199 495
Reprises de provisions sur créances douteuses	7 996 762	19 981 796
Récupérations sur créances amorties	495 563	655 106
Total	-7 322 354	-8 441 250

7). Impôts sur les sociétés :

Impôts sur les sociétés	2018	2017
Impôts sur les bénéfices	-7 677 600	-6 023 313
Charges/Produits d'impôts différés	-463 000	-1 678 672
Total	-8 140 600	-7 701 985

Les charges et produits d'impôts différés constatés correspondent aux impôts liés aux différences temporaires.

L'analyse de la charge de l'impôt sur les bénéfices 2018 se traduit comme suit :

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt	Taux d'imposition
Résultat courant	24 674 913	7 677 600	31,12%
Résultat exceptionnel	-344 812		
Résultat comptable	24 330 102	7 677 600	31,56%

4. – Informations complémentaires.

Proposition d'affectation du résultat. — Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de 16 189 501,77 € après impôt sur les sociétés.

Après adjonction du report à nouveau créditeur de 6 601 269,32 € constaté au 31.12.2018 le résultat à affecter s'élève à la somme de 22 790 771,09 €.

Bénéfice a repartir	
Bénéfice net	16 189 501,77
Report à nouveau créditeur disponible	6 601 269,32
Total à affecter	22 790 771,09
Emplois	
Dividendes	8 181 459,48
Report à nouveau	14 609 311,61
Total affecté	22 790 771,09

Effectifs :

Effectifs (ETP groupe)	2018	2017
Cadres	33,33	31,63
Employés et agents de maîtrise	126,8	127,3
Total	160,13	158,93

ETP Groupe : Effectifs présents en fonction du temps de présence contractuel (y compris les MAD et les détachés France et hors contrats en alternance, stagiaires et auxiliaires de vacances) et les absents payés.

Rémunérations allouées aux dirigeants. — Eléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes. — 97 230 € ht

— Créances et dettes avec les entreprises liées :

Créances et dettes avec les entreprises liées	2018	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	87 416 235	
Comptes prêts/emprunts	32 186 070	776 868 091
Autres actifs	544 836	
Charges à payer		2 758 117
Produits à recevoir	13 175 050	
Total	133 322 191	779 626 208

— Produits et charges avec les entreprises liées :

Produits et charges avec les entreprises liées	2018	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilées	-6 869 641	
Dont entreprises liées	-6 869 641	
Charges générales d'exploitation	-22 220 625	
Dont entreprises liées	-3 658 977	
Intérêts et produits assimilés		42 269 777
Dont entreprises liées		557 941
Autres produits d'exploitation bancaire		17 133 427
Dont entreprises liées		17 133 427
Total entreprises liées	-10 528 619	17 691 368

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Société consolidante. — CMAG est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance ayant son siège administratif au 20, avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret, elle-même consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations. — Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Sémaphore - Rue René RABAT - ZI de Jarry- 97122 BAIE MAHAULT.

IV. — L'Assemblée générale ordinaire du 21 mai 2019.

L'an deux mille dix-neuf le 21 mai à 15h,

Les Actionnaires de CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE (« la Société ») se sont réunis dans les locaux de BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, 143 rue Anatole France 92300 Levallois Perret en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque Actionnaire participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

L'Assemblée est présidée par M Christian DUPLAND, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

La société BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, représentée par M Christian DUPLAND, ayant reçu pouvoir à cet effet, actionnaire présent et acceptant est appelée comme scrutateur.

Mme Sonia OHANESSIAN assure le secrétariat de la séance.

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Cabinet DELOITTE & Associés, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Comité d'entreprise, régulièrement convoqué et représenté par Mme Evelyne BAGASSIEN participe à l'Assemblée par conférence téléphonique.

L'Assemblée réunissant le quorum requis par la loi est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la copie de la lettre de convocation adressée aux Actionnaires,
- la copie des lettres de convocation adressée aux Commissaires aux comptes,
- la copie de la lettre de convocation adressée aux représentants du Comité d'Entreprise,

- la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle est annexé le pouvoir de représentation de BNP Paribas Personal Finance à M Christian DUPLAND,
- le rapport de gestion du conseil d'administration,
- les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2018,
- Les rapports des commissaires aux comptes (rapport sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018, le rapport spécial sur les conventions réglementées)
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés ou tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Le Président, avec l'assistance du secrétaire, présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes

1. Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2018 ;
2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018 ;
3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce ;
4. Examen et approbation des comptes de l'exercice 2018 - affectation du résultat ;
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de M Christian Dupland
6. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Première résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2018 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés et constate l'existence d'un bénéfice 16.189.501,77 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires constatant l'existence d'un bénéfice 16.189.501,77 euros et d'un report à nouveau créditeur de 6.601.269,32 euros et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2018 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à repartir	
Bénéfice net	16 189 501,77
Report à nouveau créditeur disponible	6 601 269,32
Total à affecter	22 790 771,09
Emplois	
Dividendes	8 181 459,48
Report à nouveau	14 609 311,61
Total affecté	22 790 771,09

Le dividende au titre de l'exercice 2018, revenant à chaque action est fixé à 6,99 Euros.

La mise en paiement de ce dividende de 6,99 euros par action interviendra à compter du 1er juin 2019.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du Code général des Impôts

Il est précisé qu'au cours des trois derniers exercices, les dividendes suivants ont été versés :

- Au titre de l'exercice 2017, 16 433 066,12 € de dividendes ont été versés.
- Au titre de l'exercice 2016, 12 488 722.84 € de dividendes ont été versés.
- Au titre de l'exercice 2015, 15 449 966.40 € de dividendes ont été versés.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constatant que le mandat d'administrateur de M Christian DUPLAND arrive à échéance l'issue de la présente assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de M Christian DUPLAND pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Cinquième résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux Petites Affiches et à tout porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer les dépôts ou publications prescrits par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été adressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

M Christian DUPLAND;
Président;

Secrétaire;
Mme Sonia OHANESSIAN.

BNP PARIBAS Personal Finance :
Représentée par M Christian DUPLAND;
Scrutateur;

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société Crédit Moderne Antilles Guyane

I. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Moderne Antilles Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

Le provisionnement du risque de crédit constitue un domaine d'estimation comptable significatif dans toute activité bancaire. Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités (paragraphes « Opérations avec la clientèle » et « Crédit-bail » de la note I de l'annexe, note II-2, note II-3, note II-4 et note III-6). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 30 avril 2019

Les commissaires aux comptes :

Mazars :

Nicolas De Luze;

Deloitte & associés :

Jean-Vincent Coustel.